

Le cardinal Bertello : une voix rare au bord du cataclysme

Tom Ndahiro

Igihe, 2 février 2026



L'histoire montre à maintes reprises que l'extermination de masse n'est que rarement le fruit de l'ignorance ; elle résulte plutôt de l'inaction consciente, de la cécité morale et de la normalisation du péché.

Un nom reste largement absent des récits dominants sur le génocide contre les Tutsi, et pourtant il mérite une attention historique particulière : l'archevêque Giuseppe Bertello, aujourd'hui cardinal Giuseppe Bertello de l'Église catholique romaine.

Son invisibilité relative dans la mémoire

publique n'est pas la conséquence d'une hésitation morale, mais de la forme que prit son intervention. Bertello, de nationalité italienne, n'a pas publié de dénonciations publiques ni de lettres pastorales ; il choisit plutôt la voie la plus directe et la plus périlleuse qui s'offrait à lui à l'époque : s'adresser directement au pouvoir.

En novembre 1992, par le biais d'une communication confidentielle transmise par un conseiller du président Juvénal Habyarimana, Bertello fit une évaluation morale claire de l'alliance MRND–CDR, identifiant explicitement son idéologie et ses pratiques comme orientées vers l'extermination de la population tutsie.

Le fait que cet avertissement ait été émis en privé a contribué à son absence dans les récits historiques, mais l'importance du message et le moment où il fut délivré le rendent d'autant plus significatif. Loin de diminuer sa portée, la discrétion de l'intervention de Bertello souligne le courage moral nécessaire pour dire la vérité au pouvoir quand la vérité elle-même était devenue dangereuse.

Son courage et son témoignage, vus au-

jourd'hui avec le recul, exigent reconnaissance non seulement comme un moment de lucidité avant la catastrophe, mais aussi comme un étalon auquel doit se mesurer la responsabilité ecclésiale en période de violences de masse imminentes.

Il s'exprima avant le génocide perpétré contre les Tutsi en 1994, directement à la personne détenant le pouvoir suprême : le président Juvénal Habyarimana, par l'intermédiaire de son conseiller de confiance. Il utilisa des mots que les diplomates osent presque rarement employer : « extermination », « satanique », « excommunication ».

Cet article examine l'intervention de Bertello comme un événement moral et théologique, en explorant le courage rare qu'elle représente, les échecs du leadership ecclésial local, le calcul moral du président, ainsi que les leçons éducatives que l'humanité doit tirer pour prévenir des catastrophes similaires.

Une note d'avertissement

Certaines vérités arrivent doucement, enveloppées dans un langage diplomatique et portées par des hommes formés à parler avec prudence. D'autres frappent comme le tonnerre, fendant le ciel et ne laissant aucun abri aux excuses. Le 14 novembre 1992, le président Juvénal Habyarimana reçut un tel tonnerre - non pas sous forme de rumeurs ni de propagande de l'opposition, mais de la part de son propre conseiller de confiance aux Affaires extérieures et à la Coopération, le professeur Runyinya Barabwiriza, qui rapporta fidèlement à son patron ce qu'il avait appris

lors d'une rencontre avec le nonce apostolique au Rwanda, Giuseppe Bertello.

« J'ai été reçu en audience par Son Excellence Monseigneur Giuseppe BERTELLO, nonce apostolique au Rwanda, le vendredi 13 novembre 1992, à sa résidence. »

Le professeur Runyinya ne rencontra ni un activiste, ni un journaliste, ni un dissident. Il s'agissait de l'envoyé personnel du Pape - les yeux et les oreilles du Vatican - rapportant de manière sobre, pastorale et dévastatrice ce qu'il observait au Rwanda.

Selon la note de Runyinya à son patron, dont je possède une copie, Bertello commença poliment, voire généreusement. Il parla de ses affectations précédentes au Bénin et au Togo, de son expérience en Afrique de l'Ouest, et de sa satisfaction quant à sa mission au Rwanda, « même s'il considère que le contexte y est très différent de celui de l'Afrique de l'Ouest ». Il écartait l'obsession francophone à la mode pour une Conférence nationale souveraine, la jugeant « inappropriée au Rwanda » et avertissant que, en période de guerre et de négociations, elle deviendrait « un élément perturbateur ».

Puis Runyinya rapporte comment les gants tombent. « Les informations détenues par le prélat concernant le MRND sont largement défavorables. » Runyinya, anticipant peut-être l'irritation de son président, s'empresse d'identifier les supposées sources de cette mauvaise réputation : « Cela vient essentiellement du fait qu'il les obtient de religieuses et de prêtres, pour la plupart tutsi, et donc favorables aux objectifs des Inkotanyi. »

En suggérant un biais dans les sources du nonce, c'était comme si la vérité elle-même

avait un quota ethnique. Comme si l'Évangile changeait de sens selon le registre baptismal.

Toutefois, le jugement du nonce ne venait pas de rumeurs. Il venait de schémas, d'actions et de sang. Et ainsi Bertello déclara - clairement, explicitement et sans euphémisme - que le président Habyarimana était accusé : « d'organiser des tueries à travers tout le pays, par l'intermédiaire de son entourage, afin de rester au pouvoir ; d'être le concepteur et le catalyseur des activités du CDR visant à exterminer les Tutsi ; et de perturber le progrès des négociations de paix d'Arusha afin de maintenir le statu quo des réfugiés. »

L'expression « exterminer les Tutsi » apparaîtrait ici dès 1992 - plus de dix-huit mois avant que le génocide contre les Tutsi n'éclate.

Runyinya tenta de limiter les dégâts : « J'ai expliqué au nonce apostolique que le président Habyarimana ne peut être un homme à double visage dont les actions ne correspondraient pas à la philosophie exprimée dans le programme d'Unité, Paix et Développement de son parti, le MRND. »

Je vous prie d'excuser mon indulgence. Unité. Paix. Développement. Trois mots utilisés par le MRND, indiscernables de la satire ou de l'hypnose. Le nonce écouta. Il « comprit pleinement » ce plaidoyer. Puis il prononça la phrase qui aurait dû ébranler la Maison d'État jusqu'à ses fondations : « Il déplorait qu'aucun démenti public n'ait jamais été fait contre les accusations accablantes de l'opposition. »

Le silence, en théologie chrétienne, n'est jamais neutre. Il est soit prudence - soit complicité.

Puis vint dans la note de Runyinya la phrase que l'histoire ne doit jamais oublier : « ... quelqu'un l'a averti au sujet de la conduite chrétienne du Président, en disant que le président Habyarimana devait choisir entre l'Église catholique et le CDR. Maintenant qu'il a choisi le CDR (dont les actions ne sont pas catholiques, c'est-à-dire sataniques), il doit être excommunié et quitter l'Assemblée de Jésus. »

Le professeur Runyinya conclut avec une déception bureaucratique : « En résumé, l'alliance MRND-CDR et d'autres sont aujourd'hui mal interprétées. » Mal interprétées. Comme si l'extermination relevait d'un problème de relations publiques. Comme si le problème était la perception plutôt que la politique. Comme si ce qui était nécessaire n'était pas le repentir, la rupture et la responsabilité - mais le message à diffuser.

C'est là que la manipulation systémique s'inscrit silencieusement dans le récit. Ce qui suit dans la note de Runyinya était un ensemble de scénarios de transition allant de la fin de 1992 à des élections pacifiques à la fin de 1993 - un calendrier de l'espoir détaché de la réalité, voire carrément trompeur.

Ces plans étaient présentés comme des propositions raisonnables, ordonnées, inévitables. Pourtant, ils constituaient en grande partie une forme de théâtre politique destinée à rassurer le nonce apostolique sans reconnaître les éléments extrémistes profondément enracinés au sein de l'alliance MRND-CDR. Le « plan de transition » cachait la réalité plus profonde : l'alliance consolidait son pouvoir, mobilisait des milices et se préparait au génocide contre les Tutsi tout en conservant

l'apparence de légalité et d'ordre. Le prélat était manipulé.

Dans la note, Runyinya encourageait également une campagne visant à améliorer l'image du MRND dans les cercles ecclésiastiques. De telles campagnes, sans réforme ni rejet des alliances génocidaires, étaient de la communication, non du repentir ; du camouflage, non de la correction morale. La tentative de manipulation de l'Église illustre les distorsions morales et éthiques qui ont rendu imaginable, tolérable, et finalement réalisable le génocide.

Le nonce avertit de nouveau au sujet d'Arusha : « On a tout à gagner avec la paix, alors qu'on perd tout avec la guerre. » Il qualifia de « trivial » le fait de continuer à se battre simplement pour éviter une majorité des deux tiers au Conseil des ministres. Il prédit des élections que le MRND « pourra certainement dominer ». Il offrait au régime une sortie de secours.

La déclaration la plus frappante dans la note du professeur Runyinya Barabwiriza fut la description par Bertello de l'alliance MRND-CDR comme « satanique » : « ... quelqu'un l'a averti au sujet de la conduite chrétienne du Président, en disant que le président Habyarimana devait choisir entre l'Église catholique et le CDR. Maintenant qu'il a choisi le CDR (dont les actions ne sont pas catholiques, c'est-à-dire sataniques), il doit être excommunié et quitter l'Assemblée de Jésus. »

Plus loin dans la même note, Runyinya souligna ce qu'il estimait devoir « retenir » de sa rencontre avec le nonce. Parmi ces points figurait l'appel au MRND pour lan-

cer une campagne d'information à grande échelle afin de « nettoyer » son image dans les cercles ecclésiastiques - reconstruire la confiance, contrer les accusations, façonner la perception. Mais il ne s'agissait pas d'une réforme morale. C'était une purification cosmétique. Une campagne visant à blanchir la réputation d'un parti sans démanteler son alliance avec les exterminateurs n'est pas une réconciliation - c'est cacher un crime derrière les mots.

Le nonce, opérant encore de bonne foi, croyait que les Églises catholique et protestante pouvaient aider à guider la transition vers la paix - les imaginant comme des médiateurs neutres ancrés dans l'Évangile. Il ne savait pas encore - ou ne voulait peut-être pas croire - que certains parmi eux étaient déjà sympathiques aux auteurs, déjà tolérants à l'égard de l'idéologie génocidaire - et glissaient d'un silence pastoral à une trahison morale. Certains membres de la hiérarchie ecclésiastique ne se contentèrent pas d'échouer à arrêter un plan satanique ; ils en devinrent véritablement les vicaires ou les aumôniers.

Plus tard, des responsables de l'Église qui auraient dû faire écho à Bertello rejoignirent à la place un « Comité de Contact » qui ne voyait rien de mal dans l'alliance MRND-CDR, rien de mal dans l'idéologie génocidaire, rien de mal à inviter les architectes de l'extermination dans les institutions transitoires. Le FPR s'y opposa. Les évêques, non.

Jusqu'à son départ du Rwanda, le 10 avril 1994, Bertello paya le prix. Il fut vilipendé, harcelé et humilié - des soldats jetant des restes de nourriture dans sa résidence comme offrandes au mépris. Et pourtant, à ce jour,

aucun clerc catholique condamné pour participation au génocide contre les Tutsi n'a été formellement excommunié.

L'histoire doit consigner cela sans hésitation : un envoyé du Pape a appelé le génocide par son nom avant qu'il n'advienne. Il a qualifié l'idéologie de satanique alors que d'autres parlaient de politique. Il a averti le président directement - et a été ignoré.

Alors que le professeur Runyinya et d'autres s'affairaient à cacher la fumée, le feu grondait déjà. L'enfer ne survint pas sans avertissement. Il éclata après que la vérité eut été prononcée, documentée, gérée, manipulée - et rejetée. Et c'est peut-être là le péché le plus accablant de tous.

Un jugement fondé sur les faits

L'intervention du nonce apostolique Giuseppe Bertello au Rwanda en novembre 1992 constitue l'une des évaluations ecclésiastiques les plus articulées et moralement significatives formulées avant le génocide contre les Tutsi. À une époque où l'euphémisme, le déni et le langage procédural dominaient tant le discours politique que religieux, Bertello a formulé un jugement à la fois exact, théologique et prévoyant.

Ce que Bertello communiqua au président Habyarimana n'était ni un jugement irréfléchi, ni une exagération d'un clerc étranger, peu familier de la réalité politique et sociale du Rwanda. Il s'agissait d'une analyse opportune, autoritaire et sobre, fondée sur des faits

observables, sur le discours public disponible et sur un discernement moral que tout témoin attentif et honnête aurait pu atteindre. Les exemples abondent.

Le 17 novembre 1992, le Premier ministre du Rwanda, le Dr Dismas Nsengiyaremye, rédigea une lettre au président Habyarimana confirmant en détail la plupart des préoccupations soulevées par le nonce apostolique. La lettre est estampillée « TRÈS URGENT » sur les quatre pages. Dans cette lettre, qui répond directement, entre autres, au discours d'Habyarimana à Ruhengeri deux jours plus tôt, le gouvernement d'Habyarimana est accusé de « massacres organisés » à Kibilira, Bugesera et Kibuye - et également de « génocide des Bagogwe dans les préfectures de Gisenyi et Ruhengeri ». L'estampille « TRÈS URGENT » revêtait une importance capitale dès novembre 1992.

Le nonce Bertello employa le terme « extermination » tandis que le Premier ministre Nsengiyaremye invoqua un terme plus juridique : « GENOCIDE ». Aucun d'eux n'avait besoin de l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies ou du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Tous deux savaient parfaitement de quoi ils parlaient.

Le 14 novembre 1992, le professeur Jean Gualbert Rumiya, de l'Université nationale du Rwanda et membre du Comité central du MRND, rédigea une lettre solide (dont je possède une copie) au président Juvénal Habyarimana, démissionnant à la fois de l'organe suprême du parti et du parti lui-même. Rumiya estimait ne plus pouvoir faire partie d'une famille politique alliée de plus en plus étroite-

tement au CDR ultra-raciste. Quelle coïncidence ! Le professeur Rumiya et ses trois enfants adolescents furent tués lors du génocide commis contre les Tutsi.

L'entretien accordé à *Jeune Afrique* par le président Juvénal Habyarimana (n°1657, du 8 au 14 octobre 1992) fournit une confirmation frappante des avertissements du nonce apostolique Giuseppe Bertello : le président constituait un obstacle au processus de paix d'Arusha et au retour des réfugiés. Bertello avait transmis, par l'intermédiaire du professeur Runyinya Barabwiriza, que les calculs personnels d'Habyarimana et les politiques de l'alliance MRND-CDR compromettaient les négociations et entravaient la réintégration humanitaire. Les propres paroles d'Habyarimana soulignent cette analyse.

Tout en professant un optimisme à propos du dialogue, Habyarimana présentait le conflit comme un problème externe : « Malgré ce qui a été dit, nous savons tous la responsabilité de l'Ouganda, et plus particulièrement du président Museveni, dans ce conflit. Les membres du FPR appartiennent encore à la NRA. » En caractérisant le FPR comme un instrument ougandais et la guerre comme une invasion, il déviait la responsabilité de son régime et présentait la guerre civile comme une imposition étrangère plutôt qu'une crise interne.

Le traitement des réfugiés rwandais par Habyarimana pendant plus de trois décennies confirme encore son obstruction. Il évoquait à plusieurs reprises leur réintégration en des termes qui les séparaient de la population rwandaise. Il était fermement convaincu que le retour des réfugiés et leur réinstalla-

tion ne seraient pas faciles : « Des problèmes sociaux vont surgir. Il n'est pas possible de ramener les réfugiés et de leur donner des terres à cultiver. Le Rwanda n'a pas de terres libres. Et il serait inhumain de ramener des réfugiés ayant vécu dans des camps en Ouganda pour les placer dans d'autres camps au Rwanda. La meilleure solution est de les intégrer à la population, car ceux qui retournent ont inévitablement des familles et des proches encore dans le pays. »

En présentant les réfugiés comme des étrangers, il leur a effectivement refusé leurs droits à la restitution et à la terre, renforçant leur déplacement et perpétuant le statu quo. Habyarimana adopta une approche minimaliste et contrôlante qui retardait le retour et la réinstallation significatifs.

Il minimisa également l'importance des réformes substantielles demandées à Arusha : « Mais tout cela est déjà dans notre Constitution et nos lois ! Était-il nécessaire de faire la guerre pour en arriver là ? » Son rejet des objectifs de négociation pluralistes - l'État de droit, le pluralisme politique, la démocratie et l'unité nationale - comme étant largement redondants reflète sa préférence pour le maintien de l'hégémonie du MRND.

Habyarimana déclara que « reconstruire l'unité nationale » était la « tâche la plus difficile ». Pourquoi ? « Dieu nous a créés avec trois ethnies. Sous le parti unique, nous avons essayé de faire en sorte que chacun se sente avant tout Rwandais... Certains nous accusent de n'avoir rien fait. Mais l'histoire témoignera de ce qui a été accompli. Les critiques souligneront peut-être que l'ethnicité figure toujours sur les cartes d'identité. Je soutiens que

ce n'est pas ce qui est le plus important. » Il l'affirma sans détour. Il était intrinsèquement diviseur.

L'accent mis sur la souveraineté, la sécurité et les formalités procédurales plutôt que sur la réconciliation et le compromis politique illustre précisément ce que Bertello avait identifié : le chef de l'État lui-même constituait un obstacle à la paix.

En somme, cet entretien confirme la clairvoyance de Bertello. L'externalisation du conflit par Habyarimana, son traitement des réfugiés comme des étrangers et son insistance à contrôler leur retour, combinés à sa résistance aux réformes politiques, valident le jugement du nonce selon lequel le président entravait à la fois le processus de paix et la restauration de l'unité nationale. Le message privé de Bertello n'était donc ni alarmiste ni rhétorique ; il s'agissait d'une évaluation moralement et politiquement exacte d'un dirigeant faisant obstacle à la réconciliation et aux droits humains.

La qualification par Bertello de la trajectoire et des déclarations de l'alliance MRND-CDR comme menant sans équivoque à l'extermination des Tutsi n'était pas un excès rhétorique. Il s'agissait d'une désignation précise de la réalité telle qu'elle se déroulait sous les yeux de la nation.

Au moment où Bertello lança son avertissement, la machine de propagande de l'alliance MRND - CDR n'était ni subtile ni ambiguë. Elle opérait ouvertement, de manière persistante et avec une constance glaçante qui laissait peu de place à un déni plausible. Des publications telles que Kangura, Médaille Nyiramacibiri, Ijambo, Interahamwe,

Impanda, Kamarampaka et d'autres constituaient un flot continu de vitriol, rempli de langage déshumanisant, d'obsession raciale, d'alarmisme apocalyptique et d'appels - explicites ou à peine voilés - à la violence contre les Tutsi en tant que groupe.

Il ne s'agissait pas de pamphlets marginaux circulant dans des recoins obscurs. Ils étaient largement lus, discutés, cités et défendus dans les cercles politiques alignés sur le pouvoir. Leur contenu était clair pour quiconque voulait lire plutôt qu'excuser. Les Tutsi y étaient dépeints comme un ennemi existentiel, une présence contaminante, une menace interne dont l'existence même était présentée comme incompatible avec la survie de la nation. Giuseppe Bertello, né avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait grandi en comprenant les conséquences d'un discours venimeux.

Les déclarations publiques du MRND - CDR lors de rassemblements, de communiqués de presse et de réunions politiques éliminaient toute ambiguïté restante. Leur langage était sans équivoque, leurs objectifs transparents. Ils rejetaient le compromis, dénonçaient le pluralisme et glorifiaient l'exclusion et la violence comme un devoir patriotique.

Surtout, les Rwandais savaient - car la réalité politique le rendait évident - que ce que le CDR articulait n'était pas une voix indépendante ou dissidente. Elle faisait écho, amplifiait et radicalisait la position tacite mais comprise du président Habyarimana et du MRND. L'alliance fonctionnait exactement pour que l'extrémisme puisse être exprimé sans attribution présidentielle formelle, tout en restant pleinement protégé et politiquement utile. Prétendre le contraire exigeait

une cécité délibérée.

Aux côtés de la propagande et de la rhétorique venait la préparation. La formation, l'organisation et les exercices des Interahamwe en vue de violences de masse n'étaient pas des opérations secrètes connues uniquement des services de renseignement. Elles étaient visibles, discutées et normalisées. De jeunes hommes étaient mobilisés, entraînés, endoctrinés et armés sous couvert d'activisme partisan et de défense civile. Les barrages routiers, les listes, les exercices et la distribution d'armes faisaient partie des rumeurs quotidiennes et de l'expérience vécue. L'idée que cet appareil était simplement symbolique ou défensif s'effondre sous le poids de son ampleur et de son cadre idéologique. C'était une préparation au meurtre, et beaucoup le savaient.

Dans ce contexte, le message doctrinal du général de division Déogratias Nsabimana, daté du 21 septembre 1992 et adressé à toutes les unités militaires - intitulé explicitement Définition de l'ennemi - constitue l'une des confirmations les plus accablantes de l'évaluation de Bertello. Le document ne laissait aucune place aux exercices d'interprétation.

L'ennemi numéro un était désigné comme étant les Tutsi, à l'intérieur comme à l'extérieur du Rwanda. Ce n'était pas un langage codé. Ce n'était pas une métaphore. C'était de la doctrine. Rédigé en français, il ne nécessitait aucune traduction pour le nonce apostolique. Parlant couramment le français, Bertello pouvait le lire, le comprendre et l'évaluer directement - tout comme tout dirigeant, ecclésiastique ou intellectuel

rwandais éduqué. Dès ce moment, les prétentions à l'ignorance cessèrent d'être crédibles.

Que le président Habyarimana n'était pas disposé à accepter les résultats des négociations de paix d'Arusha n'était pas non plus une conjecture. Cela fut confirmé par ses propres actions et paroles. L'avertissement du nonce fut presque immédiatement validé par le discours qu'Habyarimana prononça à Ruhengeri, le 15 novembre - le lendemain de la réception de la note du professeur Runyinya Barabwiriza.

Le ton, le contenu et les signaux politiques de ce discours montraient clairement que le compromis était tactique, non sincèrement adopté, et que les constituants extrémistes étaient rassurés plutôt que contenus.

Le schéma se répéta - exactement une semaine plus tard, avec le discours infâme de Léon Mugesera à Kabaya, qui donna à l'idéologie génocidaire l'une de ses articulations les plus explicites et inoubliables. Il ne s'agissait pas d'incidents isolés. Ils faisaient partie d'une escalade cohérente.

La réaction du professeur Runyinya Barabwiriza - un académicien du Hutu-Power que j'ai observé pendant plusieurs mois, se mouvant rapidement pour planifier une campagne de dissimulation, de reformulation et de purification politique au sein du parti - était donc prévisible. Confrontés à une exposition éthique et morale, les régimes fondés sur l'exclusion ne se repentent pas ; ils cachent, manipulent et renforcent leur position.

Ce qui mérite cependant un examen plus approfondi n'est pas la manœuvre de Runyinya, mais le silence - ou pire,

l'accommodement - des institutions qui se réclamaient d'une autorité morale, en particulier la Conférence épiscopale rwandaise.

Merci Bertello

Le cardinal Bertello, alors nonce apostolique au Rwanda, n'avait pas besoin de fosses communes pour conclure qu'une extermination se préparait ; le langage de l'extermination, la doctrine de l'ennemi, la mobilisation des milices et la sanctification de la haine étaient déjà en place. En termes théologiques, le péché était déjà devenu structural, idéologique et organisé. Rester silencieux à ce stade aurait signifié y coopérer.

Les évêques et le clergé rwandais n'étaient pas des observateurs externes ; comment se fait-il qu'ils aient vécu et exercé leur ministère au sein de communautés où la haine régnaît, dans des diocèses et paroisses précisément là où la propagande circulait principalement en kinyarwanda ? Les milices Interahamwe et Impuzamugambi s'entraînaient, l'extrémisme politique s'intensifiait, les menaces étaient proférées... et pourtant ils ne s'indignaient pas publiquement de ce qui se déroulait de manière visible et audible parmi leurs propres fidèles ?

Comment l'Evêque apostolique, avec un temps limité dans le pays, pouvait-il voir et nommer le mal avec autant de clarté, tandis que ceux plongés dans la société rwandaise hésitaient, tergiversaient ou restaient silencieux ? Étudiaient-ils une théologie différente de celle que Bertello avait apprise et vécue ? Étaient-ils guidés par un christianisme vidé

de courage prophétique et de confrontation morale ? Ou s'agissait-il d'un échec de discernement aggravé par la peur, la proximité du pouvoir et la tentation de préserver le confort institutionnel au détriment de la vérité ?

Ces questions sont inévitables tant le contraste est frappant. Le courage de Bertello à parler clairement, à avertir directement et à nommer l'extermination pour ce qu'elle était n'était pas seulement remarquable ; il était rare et coûteux. Il le plaça en opposition avec des acteurs puissants et l'exposa à l'hostilité politique. Pourtant, cela l'alignait pleinement avec les traditions les plus profondes du témoignage chrétien : refuser de baptiser le mal avec des euphémismes, insister sur le fait que l'autorité morale ne vaut rien si elle s'effondre face à l'injustice organisée.

En fin de compte, la convergence de l'avertissement privé et des preuves publiques démontre que le nonce apostolique Giuseppe Bertello n'était pas simplement un observateur, mais une voix prophétique durant la période la plus sombre du Rwanda. Sa désignation d'Habyarimana comme satanique et obstructionniste, son insistance sur la responsabilité morale et politique, et sa reconnaissance de la trajectoire génocidaire de l'idéologie MRND - CDR sont indispensables, tant sur le plan historique qu'éthique.

En validant ces évaluations à travers les propres paroles et actions du président, nous voyons combien des interventions rares, fondées sur des principes et courageuses peuvent éclairer la vérité, confronter le mal et fournir des repères là où règnent le silence ou la complicité. L'histoire doit à Bertello reconnaissance, non pour sa visibilité, mais pour sa

clairvoyance, son courage moral et son engagement constant en faveur de la vie humaine et de la justice.

En ce sens, l'intervention de Bertello n'était pas seulement historique. Elle était héroïque. Elle constitue une référence contre laquelle le silence, le retard et l'accommodement moral des autres doivent être jugés avec honnêteté.

L'histoire a confirmé avec une clarté tragique l'évaluation de Bertello. L'extermination qu'il avait nommée a eu lieu. La guerre contre laquelle il mettait en garde a consumé la nation. La paix, rejetée comme naïve, s'est révélée être la seule alternative à la catastrophe. Son témoignage constitue la preuve qu'un autre chemin était possible - un chemin fondé

sur le discernement, le courage et l'intégrité théologique.

L'intervention de Bertello doit donc être étudiée non comme une anomalie, mais comme une norme. Elle montre à quoi ressemble le christianisme lorsqu'il refuse la neutralité face au mal organisé. Elle révèle également le coût du silence, un coût qui n'est pas payé par les institutions mais par des vies humaines. En ce sens, sa voix demeure non seulement historiquement significative, mais urgemment contemporaine.

Le cardinal Bertello n'avait pas besoin de fosses communes pour comprendre qu'une extermination se préparait. Son intervention, à la fois héroïque et historique, demeure une référence